Parti Socialiste
Congrès national de Grenoble
22, 23 et 24 juin 1973

Sommaire

Le président (Louis Mermaz) 1
Pierre Mauroy 4
Jean-Pierre Chevènement 7

Séance du vendredi 22 juin 1973 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Louis Mermaz.

Le président (Louis Mermaz)

Chers camarades, j'ai l'honneur de déclarer ouvert le deuxième Congrès du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Je salue tous ceux qui sont ici présents, délégués de fédérations, militants, invités et tout particulièrement les nombreux délégués étrangers des partis Socialistes et des partis progressistes du monde entier, ainsi que les missions diplomatiques.
C'est avec grande fierté que la fédération Socialiste de l'Isère et les sections de l'agglomération grenobloise, vous accueillent dans l'enceinte de ce Congrès dans cette ville de Grenoble, dont il est dit, je crois à juste titre, dans le numéro de "l'Unité" qui vous est remis à l'entrée du Congrès, que c'est la ville où l'imagination est au pouvoir. Nous aurons d'ailleurs la joie, cet après-midi, d'accueillir le député maire de cette ville qui vous adressera les salutations de la Municipalité de Grenoble.
Grenoble est, effectivement, une ville en perpétuel développement, une ville chantier, et dans ce site on s'en rend tout à fait compte, puisqu'à proximité de cette enceinte de l'Alpexpo, des salles de Congrès, qui continueront d'assurer le rayonnement national et international de cette ville, commencent à s'édifier.
Nous avons, militants de la fédération de l'Isère qui vous recevons aujourd'hui, qui recevons le Congrès national, conscience de l'importance que doivent revêtir nos assises, au cours desquelles nous aurons à faire le point de deux années d'action, depuis le précédent Congrès d'Epinay. Nous ferons le recensement des résultats obtenus et nous prendrons conscience que les progrès du Parti Socialiste ont profondément modifié les données de la vie politique française, dans le cadre du renouvellement et du développement du Parti Socialiste.
Portée par le courant national, la fédération de l'Isère a créé, comme beaucoup de vos fédérations, un certain nombre de choses et elle a pris une dimension très supérieure à celle qui, jusque là, était la sienne. Un redressement s'était déjà opéré au printemps de 1971 et l'amorce d'un renouveau s'était fait sentir avec

Fondation Jean-Jaurès

les élections municipales qui avaient déjà permis au Socialisme, au courant Socialiste, de prendre position dans la plupart des villes, dans les plus grandes villes de notre département.
C'était l'amorce d'un mouvement de reconquête, qui s'est précisé depuis. Les élections législatives ont vu, dans ce département, notre Parti rééquilibrer la Gauche, comme dans beaucoup d'autres départements et devenir ici, en nombre de suffrages, la première formation de gauche. Nous le disons, sans aucune espèce de forfanterie, mais avec la conscience de l'importance du résultat acquis. L'amalgame entre les anciens et les nouveaux adhérents est probablement une des meilleures réussites à mettre à l'actif de notre fédération, et nous le constations, il y a une semaine, lors de notre Congrès départemental.
L'élection de Socialistes à Grenoble, Voiron, St Marcellin, de votre serviteur à Vienne, à Bourgoin, a témoigné à la fois du dynamisme et de l'ouverture du Parti.
Les nombreux suffrages remportés par nos camarades candidats dans les 6ème, 7ème et 1ère circonscriptions font que, désormais, le département de l'Isère, comme dans le passé, est redevenu Socialiste.
Avec près de 1500 adhérents et l'objectif de 2000 adhérents à la fin de l'année, la fédération de l'Isère est en train de devenir l'une des fédérations d'importance moyenne du Parti.
Les premiers groupes d'entreprise ont été créés, des stages de formation ont été lancés. Si je vous donne ces indications, c'est simplement pour vous dire que ce qui se fait dans notre fédération est à l'image de ce qui se fait dans le Parti tout entier. Dans l'ensemble de cette fédération, c'est une image du bouillonnement qui règne aujourd'hui dans nos rangs.
La dernière consultation populaire, les luttes sociales qui se déroulent dans le pays, sont marquées par la volonté d'un changement profond, d'un changement dont nous croyons discerner qu'il est de nature Socialiste, il y a une aspiration Socialiste dans le pays, le système économique, et son expression politique, sont aujourd'hui rejetés par un nombre croissant de Français. Ce sentiment, de plus en plus tenace, qu'il faut changer les choses fondamentalement, marque les motions d'orientation qui sont soumises au vote indicatif.
Nos travaux, pensons-nous, doivent être l'occasion d'une réflexion, d'un approfondissement de nos thèses, d'une affirmation de nous-mêmes, et face à l'opinion publique d'une manifestation de force et de puissance.
Sans anticiper sur nos travaux, il faut souhaiter que nous fassions une nouvelle fois ici la preuve de notre capacité de renouvellement, la preuve que notre esprit est à la fois un esprit de rigueur et de générosité.
La société nouvelle, qui nous fut proposée par la majorité il y a déjà quelques années, s'est aujourd'hui enlisée et nous sommes certainement actuellement les seuls, avec nos partenaires de la Gauche, à proposer un nouveau modèle de Société, digne de ce nom, un projet politique cohérent tendant à nous donner les moyens d'action logiques, pour promouvoir nos idées.
La recherche de l'autogestion, c'est-à-dire une affirmation de la responsabilité du travailleur dans son entreprise, du citoyen dans la cité, la lutte active contre

Collection Jean Jaurès

les impérialistes, et tout ce que nous avons dit, écrit et proposé sur ces deux plans, rendent aujourd'hui à notre Parti Socialiste l'initiative dans le débat idéologique, et cela semble capital pour notre développement futur.
Je veux d'ailleurs, ici, affirmer la solidarité du Congrès, envers les travailleurs de chez Lip en grève… (Applaudissements)... et affirmer également la solidarité non seulement de la fédération de l'Isère, mais de l'ensemble des congressistes, envers des travailleurs de Caterpillar qui ont lutté pendant huit semaines et qui, aujourd'hui, se voient frappés dans cinq de leurs camarades atteints de licenciement abusif. Le Congrès organisera d'ailleurs une collecte, à une prochaine sortie, pour manifester de façon efficace cette solidarité; aujourd'hui même, des parlementaires Socialistes de l'Isère saisissent le ministère du Travail de cette injustice.
Tout ce qui permettra de mieux affirmer la sincérité, la personnalité, l'efficacité de notre Parti, servira l'intérêt de tous ceux qui veulent le changement et rendra plus efficiente, plus opérante, la stratégie de l'union de la Gauche, réaffirmée, définie et explicitée à l'unanimité lors du précédent Congrès d'Epinay.
Mais notre Parti doit faire plus. Il doit être, il doit véritablement se mettre à l'écoute de l'opinion publique, afin de traduire fidèlement les aspirations populaires. Il doit offrir au pays la possibilité de réaliser ce grand dessein dont on déplore aujourd'hui la disparition, chez ceux qui gouvernent le pays. Il doit aider à la naissance d'une forme de civilisation nouvelle, d'une nouvelle manière de vivre et d'exister, c'est-à-dire proposer des objectifs, proposer à l'action militante, des objectifs clairs et exaltants.
De nouveaux rapports de production, la libération du travail, des villes qui ne doivent plus risquer, selon la formule employée il y a vingt ans par le géographe Pierre Georges, de se mettre à ressembler toutes à des villes américaines, des villes qui soient nos villes, une autre structure, le respect de quelques grandes priorités qui commandent notre développement économique et notre style de vie, c'est-à-dire le respect de priorités qui sont l'Education nationale et la recherche scientifique, autant de lignes d'action, autant de thèmes de réflexion et de thèmes d'invention.
C'est d'ailleurs parce qu'à partir de ces données nous avons entrepris le renouvellement du Socialisme français, que nous avons déjà largement réussi la réunification des Socialistes, entreprise il y a quelques années et confirmée lors du Congrès d'Epinay. C'est parce que ces thèmes sont des thèmes universels que nous pouvons espérer achever, dans les toutes prochaines années, véritablement l'unification de toutes les forces Socialistes en France.
Il faut aussi souhaiter que la diversité se manifeste au sein de notre Parti, qui est la preuve tangible de notre goût pour la liberté, pour la recherche, pour les idées, et s'accompagne - car c'est cela la condition même du succès de la transformation de la société - d'une cohésion, d'une discipline et d'une efficacité toujours plus grandes.
Cela est, certes, un problème de structures ; si vous en décidez ainsi, ce sera sans doute l'objet de la seconde session de ce Congrès. Mais c'est aussi un problème de climat, c'est une question d'état d'esprit. Soyons le Parti qui parle aux

Français un langage nouveau, un langage courageux, soyons un Parti responsable !
(Applaudissements)
Je vais maintenant donner la parole à Pierre Mauroy, Secrétaire à la coordination, qui va vous soumettre l'ordre du jour. Il vous sera ensuite fait un certain nombre de communications pratiques.

Pierre Mauroy

Nous vous proposons, pour compléter le Bureau, pour cette séance les camarades : Guy Nevache, Marc Becaud (?) Secrétaire de la section de Grenoble, Monique Boucher (Nord), Pierre Estève (Pyrénées Orientales).
Je demande à ces camarades de bien vouloir prendre place à la tribune, si vous êtes d'accord...
Je vous soumets maintenant la proposition de la composition de la Commission de vérification des mandats.
Georges Dayan, Pierre Matraja (Bouches du Rhône), René Debesson (Nord), Marius Bouchon (Ardèche), Robert Blomme (Pas de Calais) ; Michel Charzat (Paris), Jean-Louis Dieux (Var), avec bien naturellement le trésorier national, Charles-Emile Loo, et Raymond Vaillant, qui seront à la disposition de cette Commission de vérification des mandats.

Le président - Pour l'adoption de la Commission d'adoption des mandats, si les délégués veulent bien lever la main...
Oppositions ?
…
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
…
Il n'y en a pas.
La composition de la Commission des mandats telle que proposée est adoptée.

Pierre Mauroy - Cette Commission se met au travail immédiatement, afin que nos débats puissent reprendre à 15 heures dans les meilleures conditions et que les votes puissent avoir lieu.
Voici cet ordre du jour qui vous est proposé :
- Commission de validation des mandats ce matin, adoption du règlement du Congrès ; cet après-midi, à 15 heures, rapport général d'activité et premier vote sur le rapport global d'activité ; deuxième vote sur le rapport de la Commission nationale de contrôle ; troisième vote sur le rapport de la Commission nationale des conflits.
A 18 h 30, débat sur l'orientation et la politique générale du Parti, le débat se poursuivra sans interruption jusqu'à 22, 23 ou 24 heures. Vous aurez la possibilité de manger sur place et nous essaierons de faire une sorte de roulement. Le débat sur les OS sera inclus dans cette discussion. Le débat préparatoire aux élections cantonales sera également inclus. Entre 18 h 30 et 23

Fondation Jean-Jaurès

h des repas seront servis ici même. Voilà pour aujourd'hui.
- Samedi 23 : séance du matin : 9 h 30 dépôt des listes des candidats au Comité directeur, dépôt des listes des candidats à la Commission nationale de contrôle, dépôt des listes des candidats à la Commission nationale des conflits.
De 9 h 30 à 12 heures, reprise du débat de politique générale. Vers 12 h intervention du Premier secrétaire, et vers 13 heures vote indicatif, publication des résultats et réunion de la Commission générale des résolutions.
Séance de l'après-midi : à 15 heures audition d'un représentant des Socialistes étrangers, audition d'un représentant des Radicaux de Gauche, audition d'un représentant du Parti Communiste.
Soirée libre, pour les délégués, mais soirée organisée pour les membres de la Commission générale des résolutions.
- Dimanche, à 9 h, Commission des résolutions, à 10 h reprise de la séance plénière, les rapporteurs de la Commission des résolutions bien entendu auront la parole.
A 12 h, vote sur les résolutions, proclamation des résultats des élections pour les organismes centraux. En principe le Congrès devrait se terminer dimanche, vers 13 h au plus tard 14 h. Le vote indicatif aura lieu samedi à 13 h.
Voilà les propositions du Bureau exécutif en ce qui concerne l'ordre du jour.

Le président - Sur ces propositions, pas d'observations ?
- Adopté.

Pierre Mauroy - Adoption du règlement du Congrès :
Vous avez sur vos tables le règlement intérieur du Congrès.
Avez-vous des observations à présenter ?

Le président - Pas d'opposition à l'adoption du règlement du Congrès ?

Pierre Mauroy - Je vais lire ce règlement pour vous donner un certain nombre d'indications sur le sort des motions et résolutions diverses :
1. Les présidences des séances seront proposées par la Commission d'organisation, prévue par le Bureau exécutif.
2. La Commission d'organisation du Congrès, à laquelle s'adjoindront les présidents de séances, organisera les travaux du Congrès et le déroulement des débats. Les secrétaires nationaux peuvent s'adjoindre à la Commission.
3. Le présent règlement et l'ordre du jour seront soumis à l'adoption préalable du Congrès, dès son ouverture.
4. Les orateurs qui désirent intervenir dans un débat retenu par l'ordre du jour doivent se faire inscrire avant l'ouverture de ce débat. La Commission d'organisation répartira avec leur accord les temps de parole prévus au programme des travaux.
Ici nous avons pensé, pour le déroulement du débat qui aura lieu à partir de 18 heures et qui se poursuivra demain matin, que le mieux était finalement de donner une tranche horaire globale à chaque groupement de pensée ; à l'intérieur

Fondation Jean-Jaurès

des groupements de pensée il y aura une organisation interne et nous pensons que c'est la meilleure solution pour la tenue générale de la discussion. Cet après-midi, à 18 heures, il y aura une courte réunion avec les représentants des différents courants de pensée pour déterminer cette tranche horaire globale.
5. Tout délégué personnellement mis en cause par un orateur pourra prendre la parole même s'il ne s'est pas fait inscrire au préalable : son intervention ne pourra excéder 5 minutes.
6. Les motions et propositions émanant des fédérations et des sections seront transmises au Collectif Central des Commissions du Parti pour ventilation et présentation à la Commission générale des résolutions.
7. La Commission générale des résolutions est composée de 45 membres selon les règles de la représentation proportionnelle sur le vote indicatif des motions d'orientation.
Toutes les dispositions ont été prises pour que toutes les motions et toutes les résolutions qui nous ont été transmises par les sections ou les fédérations puissent faire l'objet, effectivement, d'une décision. C'est pourquoi un permanent du Parti a été chargé de faire une présentation générale de toutes ces motions, qui sont nombreuses. Puis le Collectif Central des Commissions du Parti se réunira ce soir pour proposer une ventilation de ces motions et résolutions, qui seront présentées à la Commission générale des résolutions, samedi après midi.
8. Les amendements aux textes issus de la Commission générale des résolutions doivent être déposés par écrit. Cinq minutes sont accordées aux auteurs de ces amendements et les rapporteurs peuvent seuls leur répondre.
9. Les votes se font à main levée ou par mandats. Le vote par mandats est obligatoire chaque fois que la demande en est faite par le dixième des délégués.
10. Les organismes centraux du Parti (Comité directeur, Commission nationale des conflits, Commission nationale de contrôle) sont élus selon l'article 16 des statuts, suivant l'application de la proportionnelle.
11. Conformément aux dispositions statutaires, les listes des candidats au Comité directeur, à la Commission nationale des conflits, à la Commission nationale de contrôle, qui doivent être annexées à chacune des motions soumises au vote indicatif seront établies sous la responsabilité des représentants respectifs de ces motions. Ces listes devront être déposées sur le bureau du Congrès dès l'ouverture de la première séance plénière du samedi, le matin.

Gaillard (Ardèche) - Si j'ai bien compris Mauroy, seuls auront le droit de s'exprimer dans le vote de politique générale les représentants des tendances ?

Pierre Mauroy - Pas du tout.

Gaillard - Je venais demander, pour ceux qui présentent des textes qui ont, dans leur fédération, regroupé la totalité des courants de pensée la possibilité de le faire hors du partage du temps réparti entre les tendances.

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Mauroy - Oui, et d'ailleurs c'est ce qui avait été prévu ; pour simplifier la tâche de ceux qui doivent intervenir dans le cadre d'un courant de pensée, ou en accord avec un courant de pensée, le mieux est de s'adresser aux représentants de leur courant de pensée, ce qui simplifiera beaucoup l'organisation des débats cet après-midi et demain matin. Mais ceux qui doivent s'exprimer au nom de leur fédération en dehors de ces courants de pensée, bien entendu et il est heureux qu'il en soit ainsi, auront une trame horaire afin qu'ils puissent le faire.

Le président - Y a-t-il d'autres observations sur le règlement du Congrès et sur la répartition des temps de parole ?
Adopté.
Voici quelques communications pratiques : pour tous renseignements concernant l'accueil, les militants peuvent s'adresser dans le hall ; certains n'ont pas encore retiré leur dossier politique, à leur disposition dans le hall.
Nous accueillerons cet après-midi Hubert Dubedout, député-maire de Grenoble, qui aura ainsi la possibilité de nous souhaiter la bienvenue à un moment où le Congrès sera définitivement en place.
Je dois vous signaler que le vin d'honneur qui nous sera offert par la municipalité est reporté à demain 13 heures.
(Indications pratiques)
J'ai maintenant l'honneur de saluer la présence de trois leaders Socialistes, je le fais dès maintenant car leurs obligations ne leur permettront pas d'être présents à la séance de l'après-midi de demain, lorsque nous recevrons et donnerons la parole aux Partis Socialistes et progressistes.
Je salue, au nom du Bureau et des militants présents à cette tribune, notre camarade Bruno Pittermann, ancien vice-chancelier d'Autriche, président de l'Internationale Socialiste. (Applaudissements)
Je salue également la présence de Pierre Laroque, ancien ministre, délégué du Parti Socialiste belge (Applaudissements) et celle de James Callaghan, leader-adjoint du Parti travailliste britannique, ancien chancelier de l'Echiquier du dernier gouvernement travailliste. (Applaudissements)
Enfin, je suis sûr d'exprimer les sentiments du Congrès unanime en disant la joie que nous avons de saluer ici la présence de Pierre Mendès France, qui à Grenoble est chez lui.
(Vifs applaudissements)
Jean-Pierre Chevènement va nous présenter une motion déjà adoptée par la fédération du Doubs.

Jean-Pierre Chevènement

Vous savez que dans le hall d'entrée du Congrès il y a un stand d'exposition où les travailleurs de Lip vendent quelques centaines de montres ; pour ceux des congressistes qui veulent ainsi manifester leur solidarité, il s'agit d'une affaire grave, non seulement l'emploi de 1300 ouvriers et employés de la firme Lip est menacé, mais il s'agit du démantèlement de toute une industrie comptant plus de 10 000 ouvriers et qui fait vivre toute une région.

Fondation Jean Jaurès

Cette menace est le fruit des erreurs de gestion, elle est également le fait d'une grave faute de politique industrielle puisque c'est le gouvernement qui, en 1967, a accepté la prise en main de cette manufacture d'horlogerie par le trust suisse.
Actuellement le temps presse. La politique du pouvoir consiste à attendre les vacances de façon à pouvoir démanteler l'entreprise. Laisser depuis plus de deux mois les travailleurs dans l'incertitude, à la suite de nombreuses questions écrites et orales déposées notamment par André Boulloche depuis près de deux mois, constitue une véritable provocation.
Nous considérons qu'une solution doit intervenir avant les vacances et c'est la raison pour laquelle nous voulons affirmer notre solidarité vis-à-vis de l'initiative que les travailleurs ont prise, qui est une forme de contrôle des travailleurs et rien de plus, une forme d'action qui s'apparente, je le dis clairement, à l'autodéfense.
La fédération du Doubs propose au Congrès national la motion suivante qui a été votée dans son Congrès :
« Le Congrès du Parti Socialiste, réuni à Grenoble, le 22 juin 1973, exprime sa solidarité aux travailleurs de Lip à Besançon, et salue leur lutte exemplaire pour la garantie de leurs droits au travail à la sécurité de leur emploi, et pour la dignité de leur vie.
« Le Parti Socialiste dénonce le comportement du pouvoir capitaliste à l'égard des travailleurs qui ont été traités comme une simple matière première. Il approuve leur juste réaction et les modalités nouvelles de lutte et d'autodéfense auxquelles ils ont été contraints d'avoir recours.
« Le Parti Socialiste souligne les responsabilités du gouvernement qui n'a su à ce jour opposer au refus du démantèlement de l'entreprise et des licenciements qui s'ensuivent exprimé par les travailleurs que l'intervention brutale des forces de police alors qu'il a le capital étranger mettre la main sur l'entreprise pilote Lip, porte-drapeau de l'horlogerie franc-comtoise et nationale. Il est ainsi à l'origine d'une situation qui menace à la fois les moyens d'existence de 1.300 travailleurs et de leur famille et une branche entière de l'industrie nationale ».
Voilà la motion qui vous est soumise. Je suis sûr que non seulement vous la voterez, mais que vous manifesterez concrètement votre solidarité aux travailleurs de Lip, en faisant en sorte que le stock de montres qu'ils vendent dans le hall d'entrée du Congrès soit rapidement écoulé.
(Applaudissements)

Le président - Quels sont ceux qui sont pour la reprise par le Congrès de la motion déjà adoptée par la fédération du Doubs ?
Epreuve contraire ?
La motion de soutien est adoptée à l'unanimité.
(Vifs applaudissements)
Comme je vous l'ai indiqué tout à l'heure, la réception initialement prévue pour ce midi à la mairie de Grenoble se trouve différée du fait des obligations du maire de Grenoble. Cette réception aura donc lieu demain, mais dans l'enceinte même du Congrès, pour ne pas retarder nos travaux.

Fondation Jean-Jaurès

La séance de cet après-midi et celle de ce soir se prolongeront très longuement, la séance de ce soir vraisemblablement assez tard dans la nuit. Aussi, pour répondre à la demande de plusieurs délégations souhaitant se retrouver et se concerter sur l'examen des motions, nous vous proposons de lever la séance dès maintenant, afin que ces réunions puissent immédiatement avoir lieu à l'Alpexpo.

Il vous est demandé de vous réunir cet après-midi impérativement en séance publique à 14 h 45, pour recevoir à ce moment-là Hubert Dubedout et entreprendre le débat politique.

La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès